**Zeitschrift:** Domaine public
**Herausgeber:** Domaine public
**Band:** - (1982)
**Heft:** 651

**Artikel:** Industrie : la Suisse, cobaye nucléaire
**Autor:** [s.n.]
**DOI:** https://doi.org/10.5169/seals-1013201

**Nutzungsbedingungen**
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

**Conditions d'utilisation**
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

**Terms of use**
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

**Download PDF:** 13.07.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch**

ÉNERGIE

# Les faits et la galerie

*De toute évidence, le débat crucial sur la construction de la centrale nucléaire de Kaiseraugst se présente mal. Faute de la plus élémentaire transparence. Avec ses enjeux financiers colossaux qui dominent en fait la partie politico-énergétique qui se joue au Parlement et dans ses coulisses et qui cèdent systématiquement le pas, pour la galerie, devant de magnifiques professions de foi sur les thèmes glorieux de la croissance ou de l'indépendance nationale.*

*Mais il y a encore plus préoccupant. Les principaux protagonistes ne s'écoutent plus, ni à plus forte raison ne se répondent. A l'image de ces «face-à-face» télévisés où le dialogue n'est plus qu'une triste fiction, chacun des adversaires du jour profitant de «son» temps de parole pour marteler ses propres arguments sans s'occuper de ceux de son vis-à-vis. Dans cette tragicomédie aux allures démocratiques, le citoyen non spécialiste, et par ailleurs cochon de payant, est perdant à tous les coups.*

*Les questions sans réponse s'amoncellent donc, finissent par s'user à force d'être répétées dans le vide; s'imposent finalement dans ce désert de la communication, les techniques de la propagande, de la persuasion clandestine. Négation des choix pris en toute connaissance de cause.*

*Voyez à cet égard les déploiements de forces dans l'information dirigée et partiale — dans son bulletin du 3 septembre dernier, l'Office d'électricité de la Suisse romande, Ofel, n'en était-il pas réduit, sur le thème de la «peur du nucléaire», à citer le journal gratuit «Lausanne-Cité» dont la partie rédactionnelle n'est pour le moins pas un exemple de sérieux journalistique? — organisés par les producteurs d'électricité.*

*Dans ces colonnes, nous tentons le plus souvent possible, hors l'actualité immédiate, de fixer des points de référence qui alimentent une réflexion critique et sérieuse. Dernière contribution qui nous paraissait indispensable: l'état de la conservation des déchets radioactifs aux Etats-Unis (cf. DP 632 et 633, 1er et 8 avril 1982).*

*Voici aujourd'hui quelques reflets d'un document qui ne saurait être passé sous silence, traitant de l'avenir de l'énergie nucléaire. Somme ambitieuse, dira-t-on, mais en tout cas émanant d'une institution qui ne saurait être taxée de non-complaisance à l'endroit de l'atome, puisqu'il s'agit de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Le texe en question a été publié en supplément au bulletin de l'AIEA, sous la plume de H.J. Laue qui dirige, à l'Agence, la division de l'énergie d'origine nucléaire. Titre: «L'énergie nucléaire: rôle dans l'avenir». Voyons cela de plus près.*

INDUSTRIE

# La Suisse, cobaye nucléaire

D'abord, le constat général porté par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) sur l'avenir du nucléaire: la période de vaches grasses est terminée et personne ne sait si elle reviendra. Plus précisément: «On ne peut s'attendre à une «percée» du nucléaire au cours de la décennie à venir. La croissance de la part du nucléaire dans la production d'électricité a été estimée à 1% de 1985 à 1990: ce faible pourcentage est presque entièrement dû aux incertitudes politiques et économiques, à l'aggravation de la complexité et de la rigueur des procédures réglementaires, et à l'insuffisante normalisation des installations et des principaux composants. Cette situation ne manquera pas de peser sur l'industrie nucléaire dans de nombreux pays au commencement de la prochaine décennie.»

En clair, ce diagnostic laisse entendre que, vu les investissements considérables qui sont en jeu, la situation de l'industrie nucléaire pourrait devenir préoccupante à brève échéance par manque de perspectives d'avenir.

Et pourtant, le nucléaire était magnifiquement parti. Tirant le bilan de ces vingt dernières années, l'AIEA est carrément enthousiaste: progrès techniques, progrès scientifiques, quatre types de réacteurs utilisés à grande échelle (réacteur à eau sous pression, réacteur à eau bouillante, réacteur à eau lourde et uranium naturel, réacteur refroidi par gaz), accumulation incomparable d'expériences sérieuses, bref «il semblait que toutes les conditions requises pour que le nucléaire joue le rôle capital qui lui revenait dans l'approvisionnement en énergie du monde de demain étaient remplies; le recours en temps utile aux réacteurs surgénérateurs rapides et aux réacteurs à haute température allait assurer la permanence de ce rôle et permettre au nucléaire de remplacer le pétrole».

Il a fallu cependant déchanter. Depuis une douzaine d'années, toutes les prévisions ont dû être sérieusement révisées à la baisse (tableau). Malgré la crise pétrolière du milieu des années septante, malgré le fait que le prix de l'or noir ait sextuplé de 1973/1974 à 1980, malgré une pénurie d'hydrocarbures de plus en plus manifeste. Au total, un marché en déclin, un marché stagnant dont on conçoit qu'il ne soit plus vraiment attractif pour des vendeurs de centrales, attentifs avant tout à leurs calculs de rentabilité.

Cette «chute» (sic) est explicable, selon l'AIEA. Et cédant à un réflexe courant dans les milieux pronu-

cléaires, l'Agence met en premier lieu l'accent sur des facteurs «externes». Au nombre de trois:

— La situation économique: «Une utilisation plus efficace de l'énergie, la diminution relative des productions grosses consommatrices d'énergie et la récession économique dans les pays industrialisés ont fortement ralenti l'accroissement de la demande de courant électrique et, en conséquence, plusieurs pays n'ont pas commandé de nouvelles centrales nucléaires.»

— La méfiance populaire: la sûreté des réacteurs, l'élimination des déchets radioactifs, autant de problèmes qui freinent l'adhésion générale au nucléaire.

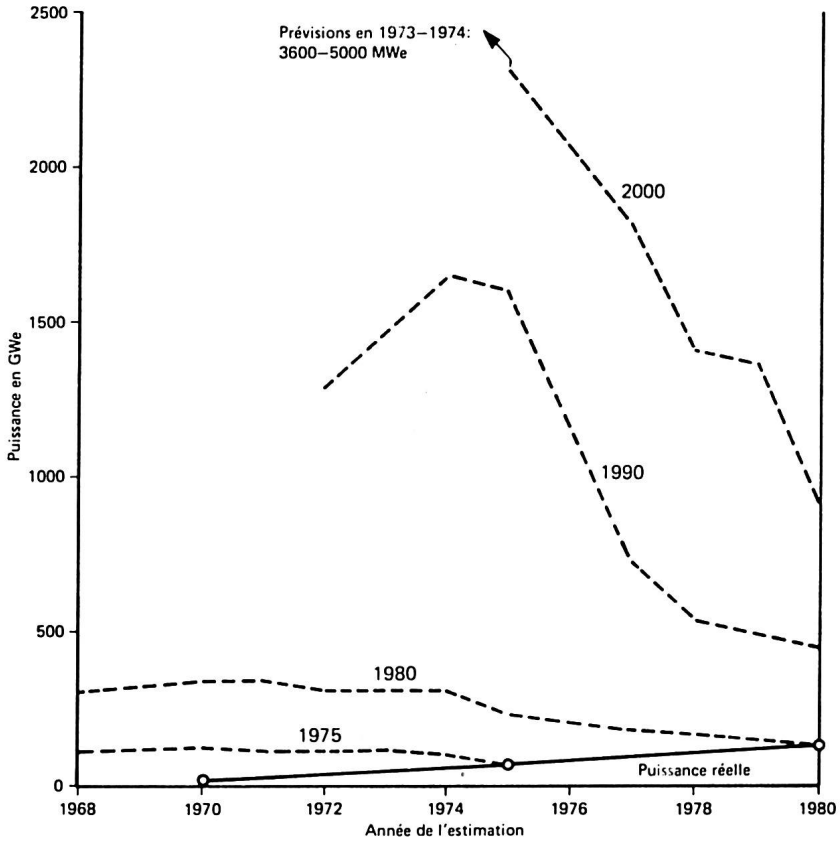
— Le spectre de la guerre atomique: «Il se peut que des installations nucléaires civiles soient détournées de leur destination et servent à fabriquer des armes nucléaires» (l'AIEA ajoute: «encore que ce détournement ne soit pas la voie normale ni la plus pratique»...).

Pas besoin de lire entre les lignes pour comprendre que, même si l'Agence le regrette, l'industrie nucléaire n'est pas adaptée à une économie en crise. Pour le reste, ce rapport a au moins la pudeur de ne pas éluder, comme le font systématiquement les promoteurs du nucléaire sur le terrain

*Il a fallu en moyenne 67,6 mois (5,6 ans) pour construire les centrales nucléaires aujourd'hui en service; or, pour les centrales actuellement en construction, le temps moyen sera de plus de 100 mois (8,5 ans environ). En République fédérale d'Allemagne par exemple, un retard d'un an dans la construction d'une centrale nucléaire de 1300 MWe entraîne un supplément de dépenses d'environ 90 millions de dollars pour les seuls frais de financement.*

**SUITE ET FIN AU VERSO**

**VENDEURS DE CENTRALES: LE TEMPS DU DÉSENCHANTEMENT**




**Evolution des prévisions relatives à l'énergie d'origine nucléaire (d'après les Rapports annuels de l'AIEA).**

*Depuis douze ans, la chute des prévisions relatives à l'énergie nucléaire! Cette figure montre, d'après les rapports annuels de l'AIEA, les projections de la puissance installée jusqu'à l'an 2000; elles ont constamment baissé en ce qui concerne le court terme (1975 et 1980) et subi une diminution plus sensible encore à long terme (1990 et 2000). Malgré la crise pétrolière du milieu des années 70 et les divers programmes nationaux de relève du pétrole par d'autres sources d'énergie, les projections de la puissance installée établies à la fin des années 70 pour 1990 et 2000 ont subi «une chute profonde». De quoi refroidir les meilleures volontés commerciales, côté pronucléaire. Les chiffres que donne pour la fin du siècle le rapport de l'AIEA 1980 vont du tiers au cinquième de ceux des rapports annuels pour 1973-1974. Bien que les projections pour 1990 paraissent «avoir touché le fond», des études récentes donnent à penser que celles portant sur l'an 2000 pourraient être inférieures de 20% au chiffre publié par l'AIEA en 1980...*

# La Suisse cobaye nucléaire

de leur propagande de vente, les questions relatives à l'entreposage des déchets, notamment.
Mais il y a aussi, pour expliquer le déclin du nucléaire, des insuffisances «internes», carences de l'industrie elle-même. Et là, une fois de plus, le travail des spécialistes de l'AIEA est en porte-à-faux avec les slogans distillés par les milieux pronucléaires.
On sait que les centrales nucléaires sont génératrices en elles-mêmes d'un sérieux gaspillage d'énergie utile; à ce chapitre, les spécialistes de l'AIEA se contentent de vœux pieux. Leur enquête, dans ses développements les plus significatifs, porte sur d'autres sources de pertes énergétiques, celles subies du fait «d'indisponibilités totales inopinées des réacteurs» (tableau). Un total impressionnant, pour la décennie passée, dans les usines en activité: 16% de l'électricité produite!

On est loin de l'image d'une industrie ayant atteint sa vitesse de croisière, fiable et rentable, telle que l'accréditent les promoteurs et qu'on retrouve bon gré mal gré en filigrane de tous les débats sur le nucléaire («il suffit de tourner le bouton et les centrales distillent l'énergie qui fait besoin...»).
Finalement, les remèdes eux-mêmes proposés par l'AIEA «pour arrêter le déclin du nucléaire», «pour faire que l'énergie d'origine nucléaire redevienne une option viable en matière d'énergie» montrent à l'envi que l'industrie de l'atome n'en est qu'au b a ba en matière d'organisation et de rationalisation. L'AIEA doit ainsi chaudement recommander (comme le «remède essentiel» au

**1971-1980: INDISPONIBILITÉS TOTALES «INOPINÉES» DANS LES CENTRALES EN ACTIVITÉ**

| Causes de l'indisponibilité | PERTES D'ÉNERGIE | | PERTES DE TEMPS | |
|---|---|---|---|---|
| | GWhe | % | heures | % |
| Réacteur et accessoires | 10 917,9 | 2,0 | 25 763,0 | 2,4 |
| Combustible | 8 313,3 | 1,5 | 18 947,7 | 1,7 |
| Système et instruments de commande du réacteur | 27 736,2 | 5,1 | 57 074,0 | 5,2 |
| Systèmes nucléaires auxiliaires et de secours | 15 277,1 | 2,8 | 33 395,6 | 3,1 |
| Principal système d'évacuation de la chaleur | 79 030,9 | 14,4 | 151 084,9 | 13,9 |
| Générateurs de vapeur | 59 379,2 | 10,9 | 144 179,7 | 13,2 |
| Alimentation, condensation et circulation d'eau | 28 772,4 | 5,3 | 47 832,0 | 4,4 |
| Turbo-générateur | 89 616,6 | 16,4 | 155 833,0 | 14,3 |
| Alimentation en énergie électrique | 21 905,7 | 4,0 | 38 420,0 | 3,5 |
| Divers | 13 227,7 | 2,4 | 31 803,6 | 2,9 |
| Erreur humaine | 9 008,7 | 1,6 | 16 317,6 | 1,5 |
| Rechargement de combustible | 2 964,1 | 0,5 | 3 943,4 | 0,4 |
| Rechargement de combustible: entretien et réparation | 18 056,0 | 3,3 | 31 067,1 | 2,9 |
| Entretien et réparation | 56 747,2 | 10,4 | 152 447,2 | 14,0 |
| Essai des systèmes/composants | 4 800,1 | 0,9 | 10 614,6 | 1,0 |
| Formation et autorisation | 49,4 | 0 | 91,0 | 0 |
| Restrictions réglementaires | 42 077,1 | 7,7 | 56 495,1 | 5,2 |
| Autres | 59 077,1 | 10,8 | 113 721,2 | 10,4 |
| Total | 546 956,7 | | 1 089 030,7 | |

*Les spécialistes de l'AIEA font le point des incidents dans la mise en activité des installations nucléaires ayant reçu un jour ou l'autre le «feu vert»: «De nombreuses centrales en service ou presque achevées ont eu de multiples problèmes de financement, de gestion, d'autorisation ou de technique. Leur nombre atteint aujourd'hui la trentaine dans le monde et elles représentent une puissance totale de 27 000 MWe. Dix-sept d'entre elles n'ont jamais fonctionné ou vu leur construction interrompue après achèvement de 30% et plus des travaux. C'est le cas de Busher en Iran et de Zwentendorf en Autriche. Rien que pendant la première moitié de 1982, treize centrales des Etats-Unis sont entrées dans cette catégories, principalement pour cause de mauvaise gestion, de difficultés financières ou en raison de la baisse de la demande de courant électrique; les incertitudes politiques y ont également contribué. Sept usines, en différents pays du monde, sont depuis au moins deux années consécutives hors d'état de fonctionner pour cause de réparations, d'adaptations «a posteriori» ou de difficultés d'homologation. Plusieurs autres ne fonctionnent actuellement qu'à moitié de leur capacité en raison de très graves problèmes au stade de la production de vapeur.»*

marasme actuel) «une normalisation des installations et des principaux composants qui doit être entreprise conjointement par les autorités compétentes en matière d'autorisation, les compagnies d'électricité et les fournisseurs à l'échelle nationale, voire internationale». Du pain sur la planche, comme on le voit!
Il faut admettre que tant que ces négociations n'auront pas eu lieu, ce sont les collectivités publiques qui feront les frais, en tant que principaux consommateurs de centrales, de l'anarchie coûteuse qui règne dans ce secteur industriel où les investissements se comptent par centaines de millions. C'est à ce point qu'on ne devrait pas aujourd'hui entrer en matière pour l'achat d'une nouvelle centrale (Kaiseraugst en point de mire chez nous) sans que les recommandations de l'AIEA aient été satisfaites. Voilà bien le premier préalable à un débat sur l'opportunité d'autres investissements helvétiques dans le nucléaire. Dans le climat économique actuel, la Suisse n'a pas les moyens d'être plus longtemps le cobaye d'une industrie déjà déclinante... tout en n'ayant pas encore assimilé sa crise de croissance.

---

**POUVOIR D'ACHAT**

# L'indice d'août

*Mauvais, l'indice d'août avec + 0,8%.*
*Certes, si on veut relativiser la hausse, on la comparera à celle d'août 1981 qui fut de + 1,5%.*
*C'est vrai. Même le noir a ses nuances noires.*
*Mais... l'indice est mauvais en comparaison mondiale, si on se réfère à des pays économiquement semblables au nôtre et concurrents. D'autre part une vraisemblable accalmie en fin d'année aura malgré tout à répercuter en novembre la hausse des loyers et, d'une façon générale, celle de l'énergie.*
*Confirmation donc de l'imminente offensive contre l'indexation intégrale des salaires.*
*Elle développera, les positions sont connues, les arguments suivants:*

*— les difficultés de plusieurs branches économiques;*
*— les déficits budgétaires des pouvoirs publics;*
*— l'exemple des pays, y compris ceux qui sont à direction socialiste, qui ne compensent pas pleinement la hausse des prix;*
*— les modes de calcul qui, antérieurement, surévaluaient quelque peu l'indice.*
*Le développement de l'offensive pourra être observé de près, dans toutes ses phases. Il vaut donc mieux de le répéter préalablement: la défense du pouvoir d'achat n'est pas négociable.*

---

**COMMUNICATION**

# Les télélecteurs

La presse dite d'information a perdu le monopole de la diffusion des nouvelles; elle est concurrencée par la radio et la télévision, c'est connu; elle est aussi concurrencée par les nouveaux «médias», c'est nouveau.
Prenons, à titre d'exemple, l'occupation de l'Ambassade polonaise à Berne, la semaine passée. A peine l'événement connu, des services comme «Antiope» en France et «teletext» en Suisse diffusaient l'information et chaque télélecteur désireux de connaître les dernières nouvelles les avaient ainsi instantanément à disposition.
Autrefois, les journaux diffusaient des bulletins ou des éditions spéciales; ils paraissaient même plusieurs fois par jour. Aujourd'hui, l'édition quotidienne à heure fixe, de préférence le matin pour satisfaire aux possibilités des PTT, est devenue la règle. Pourra-t-elle encore longtemps satisfaire ses habitués?

NB. Tous les jours à 13 heures, la chaîne alémanique de la SSR diffuse des extraits du programme «teletext» pendant une dizaine de minutes. En l'occurrence, pas besoin de décodeurs. Une bonne occasion de se faire une idée du système sans frais et de le comparer avec «Antiope», diffusé en fin de matinée sur «Antenne 2».

**TRAVAIL**

# Quarante-deux heures

La réduction de la durée du travail du personnel fédéral suscite, déjà, des oppositions où l'UDC se distingue. Beau débat en perspective au Parlement. Et pourtant, la démarche du Conseil fédéral est irréprochable.
Le secteur privé a, notamment dans les services, depuis longtemps, précédé la Confédération. Personne n'osera parler d'initiative téméraire! Il est vrai que la décision fédérale aura un effet de généralisation, sans même que la Confédération ait besoin pour cela de légiférer. Mais n'est-ce pas justement le rôle que les censeurs patronaux aiment à lui assigner: consolider un état de fait que le secteur privé, les conventions collectives, auront préalablement établi. La réduction à 42 heures est de ce point de vue parfaitement orthodoxe.

Concrètement, une réduction d'une journée de travail supérieure à huit heures peut être absorbée par une amélioration de la productivité. Le privé, précisément, en a fait l'expérience et la démonstration. Mais il est des secteurs, des secteurs de service public permanent, où la réduction du temps de travail exige un accroissement des effectifs. Partout où il faut assurer une présence vingt-quatre heures sur vingt-quatre, la réduction du temps de travail implique une augmentation proportionnelle, par règle de trois, du personnel.
Ne pas l'admettre signifierait une détérioration grave des services publics. Le recrutement, notamment dans les professions où la présence doit être maintenue de nuit et le week-end, devient toujours plus difficile (sécurité publique, hôpitaux, transports, etc.). Creuser l'écart avec le secteur privé serait inéquitable et dangereux. En fin de compte, le secteur privé a besoin d'un service public de qualité. Or cette qualité ne serait pas compatible avec des distorsions trop fortes en salaires ou en durée du travail.